

Vu le Règlement Disciplinaire Général de la Fédération Française de Basket-ball (FFBB), et ses Annexes ;
Vu la saisine de la Commission Régionale de Discipline par l'alerte générée par le logiciel FBI, suite à l'enregistrement des fautes techniques et disqualifiantes sans rapport ;
Vu les feuilles de marque des rencontres ;
Après étude des pièces composant le dossier ;

Les débats s'étant tenus publiquement.

Faits et procédure :

CONSTATANT que lors de la rencontre ... du ... opposant ... à ..., M. ..., licence ..., de l'association sportive ..., a été sanctionné de sa cinquième faute technique :

...

CONSTATANT que M. ..., licence ..., de l'association sportive ... ne s'est pas présenté à la convocation de la Commission Discipline Régionale du 3 Mai 2018 ;

CONSTATANT que M. ..., licence ..., de l'association sportive ..., n'a pas pu fournir d'explications sur la sanction que les arbitres lui ont infligée, à savoir sa cinquième faute technique ;

La Commission Régionale de Discipline :

CONSIDERANT qu'en conséquence, au regard de l'article 10.2 du Règlement Disciplinaire Général de FFBB, la Commission Régionale de Discipline a ouvert un dossier et mise en cause M. ..., licence ..., de l'association sportive ... ;

CONSIDERANT qu'au regard des articles 1.1.10 de l'Annexe 1 du Règlement Disciplinaire Général de FFBB, cause M. ..., licence ..., de l'association sportive ... est disciplinairement sanctionnable ;

PAR CES MOTIFS, vu les dispositions du Règlement Disciplinaire Général de la Fédération Française de Basket-ball (saison 2017/2018) article 22.1, la Commission Régionale de Discipline d'Île de France, dans sa séance du 3 mai 2018, décide d'infliger :

- **A M. ..., licence ..., de l'association sportive ...**

En application des articles 1.1.5 et 1.1.9 de l'annexe 1 du Règlement Disciplinaire Général de la FFBB :

Une interdiction temporaire de participer aux manifestations sportives organisées ou autorisées par la FFBB d'une durée de quinze (15) jours

La peine ferme, en raison de la neutralisation des championnats lors de la période estivale, est reportée à la reprise du championnat, **s'établissant :**

Du 29 Novembre 2018 au 14 Décembre 2018 inclus

Un licencié quel que soit le type de licence dont il est titulaire ne peut, pendant la durée de son interdiction participer aux compétitions et/ou manifestations sportives, participer à des rencontres officielles ou amicales,

117 rue du Château des Rentiers
BP 40188 - 75623 PARIS Cedex 13

Siret N° 78435418500026

Code NAF : 9319Z

Tél : 01 53 94 27 70

Fax : 01 53 94 27 89

email : ligue19@basketidf.com

et représenter une association ou société sportive vis à vis de la Fédération, des organismes fédéraux et des autres associations ou sociétés sportives.

D'AUTRE PART, l'association sportive ... devra s'acquitter du versement d'un montant de **cent quatre-vingt Euros (180 €)**, dans les huit jours à compter de l'expiration du délai d'appel, correspondant aux frais occasionnés lors de la procédure.

A l'encontre de cette décision, un appel peut être interjeté devant la chambre d'appel, dans les sept jours ouvrables à compter de la date de réception de la présente notification, conformément aux dispositions de l'article 19.1 du Règlement Disciplinaire Général de la Fédération Française de Basketball (Saison 2017/ 2018).

L'introduction de ce recours devra obligatoirement être accompagnée d'un cautionnement d'un montant de trois cent dix Euros (310 €), prévu par les dispositions de l'article 19.2 du Règlement Disciplinaire Général de la Fédération Française de Basketball (Saison 2017 /2018).

Mesdames CAMIER, LECOINTRE, ORLANDINI et Monsieur FAUCON ont pris part aux délibérations.

Messieurs MARZIN et SORRENTINO n'ont pas pris part aux délibérations.